



079641
1st

BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ - CERTIFICAT D'ADDITION

COPIE OFFICIELLE

Le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle certifie que le document ci-annexé est la copie certifiée conforme d'une demande de titre de propriété industrielle déposée à l'Institut.

29 JAN. 2004

Fait à Paris, le

Pour le Directeur général de l'Institut
national de la propriété industrielle
Le Chef du Département des brevets

Martine PLANCHE

INSTITUT
NATIONAL DE
LA PROPRIETE
INDUSTRIELLE

SIEGE
26 bis, rue de Saint Petersbourg
75800 PARIS cedex 08
Téléphone : 33 (0)1 53 04 53 04
Télécopie : 33 (0)1 53 04 45 23
www.inpi.fr

THIS PAGE BLANK (USPTO)



INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

26 bis, rue de Saint Pétersbourg
75800 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 53 04 53 04 Télécopie : 01 42 94 86 54

1er dépôt

BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ

Code de la propriété intellectuelle - Livre VI

cerfa
N° 11354*01

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE 1/2

Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire

DB 540 W / 260899

Réserve à l'INPI

REMISE DES PIÈCES
DATE 25 FEV 2003
LIEU 75 INPI PARIS
N° D'ENREGISTREMENT 0302264
NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'INPI
DATE DE DÉPÔT ATTRIBUÉE PAR L'INPI 25 FEV. 2003

Vos références pour ce dossier
(facultatif) 104929/ES/EEND/TPM

1 NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE
À QUI LA CORRESPONDANCE DOIT ÊTRE ADRESSÉE

COMPAGNIE FINANCIERE ALCATEL
Département PI
Edmond SCIAUX
5, rue Noël Pons
92734 Nanterre Cedex

Confirmation d'un dépôt par télécopie N° attribué par l'INPI à la télécopie

2 NATURE DE LA DEMANDE Cochez l'une des 4 cases suivantes

Demande de brevet

Demande de certificat d'utilité

Demande divisionnaire

Demande de brevet initiale

ou demande de certificat d'utilité initiale

N°

Date / /

N°

Date / /

Transformation d'une demande de brevet européen Demande de brevet initiale

N°

Date / /

3 TITRE DE L'INVENTION (200 caractères ou espaces maximum)

DISPOSITIF DE GESTION DE COMMUNICATIONS PAR SELECTION DE TERMINAUX ET DE MEDIUM DE COMMUNICATION

4 DÉCLARATION DE PRIORITÉ
OU REQUÊTE DU BÉNÉFICE DE
LA DATE DE DÉPÔT D'UNE
DEMANDE ANTÉRIEURE FRANÇAISE

Pays ou organisation

Date / / /

N°

Pays ou organisation

Date / / /

N°

Pays ou organisation

Date / / /

N°

S'il y a d'autres priorités, cochez la case et utilisez l'imprimé « Suite »

5 DEMANDEUR

S'il y a d'autres demandeurs, cochez la case et utilisez l'imprimé « Suite »

Nom ou dénomination sociale

ALCATEL

Prénoms

Société Anonyme

Forme juridique

5 4 2 0 1 9 0 9 6

N° SIREN

1

Code APE-NAF

54, rue La Boétie

Adresse

75008 PARIS

Rue

FRANCE

Code postal et ville

Française

Pays

Nationalité

N° de téléphone (facultatif)

N° de télécopie (facultatif)

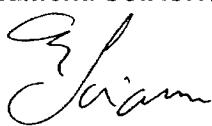
Adresse électronique (facultatif)

**BREVET D'INVENTION
CERTIFICAT D'UTILITÉ**

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE 2/2.

REMISE DES PIÈCES	Réervé à l'INPI
DATE	25 FEV 2003
LIEU	75 INPI PARIS
N° D'ENREGISTREMENT	0302264
NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'INPI	

DB 540 W /260899

5 6 MANDATAIRE			
Nom SCIAUX			
Prénom Edmond			
Cabinet ou Société Compagnie Financière Alcatel			
N °de pouvoir permanent et/ou de lien contractuel PG 9222			
Adresse	Rue 5, rue Noël Pons		
	Code postal et ville 92734 NANTERRE Cedex		
N° de téléphone (facultatif)			
N° de télécopie (facultatif)			
Adresse électronique (facultatif)			
7 INVENTEUR (S)			
Les inventeurs sont les demandeurs <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Dans ce cas fournir une désignation d'inventeur(s) séparée			
8 RAPPORT DE RECHERCHE			
Établissement immédiat <input checked="" type="checkbox"/> ou établissement différé <input type="checkbox"/>			
Paiement échelonné de la redevance <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
9 RÉDUCTION DU TAUX DES REDEVANCES			
Uniquement pour les personnes physiques <input type="checkbox"/> Requise pour la première fois pour cette invention (joindre un avis de non-imposition) <input type="checkbox"/> Requise antérieurement à ce dépôt (joindre une copie de la décision d'admission pour celle invention ou indiquer sa référence):			
Si vous avez utilisé l'imprimé «Suite», indiquez le nombre de pages jointes			
10 SIGNATURE DU DEMANDEUR X DU MANDATAIRE (Nom et qualité du signataire)		Edmond SCIAUX / LC 40 B 	VISA DE LA PRÉFECTURE OU DE L'INPI 

DISPOSITIF DE GESTION DE COMMUNICATIONS PAR SÉLECTION DE TERMINAUX ET DE MEDIUM DE COMMUNICATION

5 L'invention concerne le domaine des communications entre terminaux de communication, et plus particulièrement l'établissement, sur requête, de communications entre terminaux de communication.

De nombreuses personnes disposent aujourd'hui de terminaux de communication de types différents, offrant des services de types différents 10 (comme par exemple la téléphonie fixe ou mobile, la téléphonie par Internet, la transmission de données de texte, de voix, d'images fixes ou animées, ou de données multimédia). C'est notamment le cas au sein de nombreuses entreprises disposant d'un réseau privé.

En raison de cette situation, lorsqu'un appelant souhaite transmettre à 15 un appelé, en direct, des données d'un certain type, trois conditions doivent être satisfaites : l'appelé doit être accessible, l'appelant et l'appelé doivent disposer simultanément de terminaux disponibles et capables d'échanger des données de même(s) type(s), et les ressources de(s) réseau(x), de communications, au sein duquel (desquels) doi(ven)t s'établir la 20 communication, doivent supporter le(s)dit(s) type(s) de données à échanger et doivent être disponibles.

Or, lorsque l'appelant décide d'initier une transmission il ne sait généralement pas si ces trois conditions sont simultanément satisfaites. Il doit donc saisir le terminal qu'il estime adapté à cette transmission, puis tenter 25 d'établir la communication. En cas de tentative infructueuse, ce qui est relativement fréquent, l'appelant doit manipuler des répertoires et/ou établir une ou plusieurs communications pour déterminer l'adresse de communication du terminal grâce auquel il est susceptible de joindre l'appelé. L'appelant peut être également contraint d'utiliser un autre type de terminal. 30 En outre, une fois la liaison établie entre un terminal d'appelant et un terminal d'appelé, il n'est pas garanti que l'appelant puisse transmettre ses données à l'appelé, notamment lorsque leurs terminaux respectifs offrent des services de

types différents. Enfin, même si les terminaux permettent de supporter un type d'échange, il n'est pas certain que le réseau emprunté, bien que supportant l'établissement de la communication, supporte le transport du médium (par exemple, deux téléphones mobiles peuvent supporter des échanges de type MMS, mais ils ne peuvent pas s'échanger des photographies numérisées du fait que leur réseau, de type GPRS/GSM, ne dispose pas de serveur MMS). En d'autres termes, non seulement l'appelant doit effectuer manuellement chaque opération, mais en plus il n'a aucun moyen de savoir si sa tentative à une réelle chance d'aboutir.

10 L'invention a donc pour but de remédier à tout ou partie des inconvénients précités.

Elle propose à cet effet un dispositif dédié à la gestion de communications entre des terminaux de communication, à la requête d'utilisateurs appelants.

15 Ce dispositif se caractérise par le fait qu'il comprend, d'une part, une mémoire capable de stocker des identifiants d'utilisateurs en correspondance de listes d'au moins un identifiant de terminal de communication, et d'autre part, des moyens de traitement chargés, lorsqu'ils reçoivent une demande d'appel d'un utilisateur appelé par un utilisateur appelant, d'accéder à la 20 mémoire pour en extraire les listes d'identifiants de terminaux qui sont associées aux identifiants des utilisateurs appelant et appelé, puis de déterminer au sein de ces listes extraites un terminal d'appelant et un terminal d'appelé susceptibles d'établir entre eux une communication satisfaisant à la demande d'appel de l'utilisateur appelant, en fonction d'au moins un critère de 25 disponibilité.

De la sorte, le dispositif de gestion détermine si une liaison peut être établie entre un utilisateur appelant et un utilisateur appelé, avant qu'une tentative de communication ne soit effectuée, et sans que l'utilisateur appelant n'ait à intervenir.

30 Selon une autre caractéristique de l'invention, les moyens de traitement sont préférentiellement chargés de déterminer non seulement les terminaux d'appelant et d'appelé, mais également le médium de communication le mieux adapté à ces terminaux d'appelant et d'appelé. On

entend ici par « médium de communication le mieux adapté », le médium permettant la transmission du plus grand nombre de types différents de données.

Le dispositif de gestion selon l'invention peut se décliner de nombreuses façons, éventuellement combinables entre elles, selon l'agencement de sa mémoire et de ses moyens de traitement, et notamment :

- les moyens de traitement peuvent être chargés d'effectuer leur détermination en fonction de l'état de disponibilité des terminaux d'appelant et d'appelé. Dans ce cas, la mémoire est préférentiellement capable de stocker les identifiants de terminal de communication en correspondance de l'état de disponibilité des terminaux ;
- les moyens de traitement peuvent être chargés d'effectuer leur détermination en fonction de l'état de disponibilité des ressources du réseau de communications au sein duquel doit s'effectuer (au moins en partie) la communication satisfaisant à la demande de l'utilisateur appelant ;
- les moyens de traitement peuvent être chargés d'effectuer leur détermination en fonction d'au moins un autre critère, dit auxiliaire. Parmi ces critères on peut notamment citer :
 - l'accessibilité des utilisateurs appelant et/ou appelé. Les moyens de traitement sont alors chargés d'effectuer leur détermination en fonction de l'état d'accessibilité des utilisateurs. Dans ce cas, la mémoire est préférentiellement capable de stocker les identifiants d'utilisateur en correspondance de l'état d'accessibilité des utilisateurs ;
 - la préférence d'utilisation de terminal par un utilisateur. Les moyens de traitement sont alors chargés d'effectuer leur détermination en fonction des préférences d'utilisation de terminal des utilisateurs appelant et/ou appelé. Dans ce cas, la mémoire est préférentiellement capable de stocker les identifiants d'utilisateur en correspondance d'une préférence d'utilisation de terminal ;
 - la politique d'utilisation de terminaux et/ou de médium par une entreprise. Dans ce cas, les moyens de traitement sont capables

d'effectuer leur détermination en fonction de la politique d'utilisation de l'entreprise à laquelle l'utilisateur appelant et/ou l'utilisateur appelé sont rattachés ;

- le niveau de qualité de communication. Les moyens de traitement sont alors chargés d'effectuer leur détermination en fonction d'informations de niveau de qualité associées aux utilisateurs appelant et/ou appelé. Dans ce cas, la mémoire est préférentiellement capable de stocker les identifiants d'utilisateur en correspondance d'une information représentative d'un niveau de qualité de communication ;
- le niveau hiérarchique de l'utilisateur appelant et/ou de l'utilisateur appelé au sein d'une entreprise. Les moyens de traitement sont alors chargés d'effectuer leur détermination en fonction d'informations de niveau hiérarchique des utilisateurs appelant et/ou appelé. Dans ce cas, la mémoire est préférentiellement capable de stocker les identifiants d'utilisateur en correspondance d'une information représentative d'un niveau hiérarchique au sein de l'entreprise ;
- l'information de localisation géographique de l'utilisateur appelant et/ou de l'utilisateur appelé. Les moyens de traitement sont alors chargés d'effectuer leur détermination en fonction des localisations géographiques des utilisateurs appelant et/ou appelé et de la topologie d'au moins un réseau de communications dans lequel doit s'effectuer la communication. Dans ce cas, la mémoire est capable de stocker les identifiants d'utilisateur en correspondance d'une information de localisation géographique ;
- la disponibilité des moyens de connexion des réseaux de communications. Les moyens de traitement sont alors chargés d'effectuer leur détermination en fonction des informations de disponibilité des moyens de connexion d'au moins un réseau de communications dans lequel doit s'effectuer la communication. Le critère auxiliaire de disponibilité des moyens de connexion peut être également accompagné d'un critère auxiliaire de qualité des moyens de connexion disponibles et/ou de prix d'utilisation desdits moyens de connexion.

- les moyens de traitement peuvent être chargés de transmettre à l'utilisateur

appelant des données représentatives du médium déterminé pour la communication ;

- les moyens de traitement peuvent être chargés, après avoir déterminé les terminaux d'appelant et d'appelé, d'ordonner l'établissement de la communication entre les terminaux d'appelant et d'appelé. Cet ordre peut être transmis de façon automatique ou bien consécutivement à la réception d'une autorisation issue de l'utilisateur appelant et/ou de l'utilisateur appelé ;
- les moyens de traitement peuvent également agencés de manière à déterminer un autre terminal d'appelant et/ou un autre terminal d'appelé, susceptibles d'établir entre eux une autre communication satisfaisant à la demande initiale de l'utilisateur appelant, et/ou un autre médium de communication, en cas d'impossibilité d'établissement de la communication.

15 L'invention porte également sur un serveur d'appels (ou « call server »), pour un réseau de communications, comprenant au moins un dispositif de gestion du type de celui présenté ci-avant.

20 D'autres caractéristiques et avantages de l'invention apparaîtront à l'examen de la description détaillée ci-après, et du dessin annexé, sur lequel l'unique figure illustre de façon schématique un réseau de communications équipée d'un exemple de réalisation d'un dispositif de gestion selon l'invention. Le dessin annexé pourra non seulement servir à compléter l'invention, mais aussi contribuer à sa définition, le cas échéant.

25 L'invention porte sur la gestion d'appels entre des utilisateurs appelants et des utilisateurs appelés, à la requête d'utilisateurs appelants, en vue d'une transmission de données en direct.

30 On entend ici par « appel », l'établissement d'une communication, via au moins un réseau de communications, entre un terminal de communication d'un utilisateur appelant et un terminal de communication d'un utilisateur appelé, permettant auxdits utilisateurs appelant et appelé d'échanger en direct des données d'un ou plusieurs types différents (vidéo, audio ou données de messagerie (fichiers de texte, « e-mail », et analogues)).

Sur l'unique figure se trouve représenté schématiquement un réseau

privé d'entreprise N, par exemple à protocole IP. Dans cet exemple, chaque utilisateur U_i (ici $i = 1$ et 2) est rattaché à l'entreprise et dispose d'un bureau B_i équipé de connecteurs permettant le raccordement au réseau privé N de terminaux de communication, par voie filaire ou par voie d'ondes (par exemple de type infrarouge ou Bluetooth).

Par ailleurs, dans cet exemple, chaque utilisateur U_i dispose d'un téléphone mobile TM_i , d'un téléphone/télécopieur fixe TF_i et d'un ordinateur individuel PC_i communicant. Chaque téléphone/télécopieur TF_i est raccordé à un réseau de téléphonie commuté public traditionnel (ou PSTN pour « Public Switched Telephone Network »), via le réseau privé N. Chaque téléphone mobile TM_i est raccordé à un réseau de téléphonie mobile (non représenté), par exemple de type GSM/GPRS (ou UMTS), auquel est raccordé le réseau privé N. Enfin, chaque ordinateur PC_i est raccordé au réseau privé N.

Bien entendu, l'invention n'est pas limitée aux seuls réseaux privés de communication. Elle concerne tout type de réseau de communication. Par ailleurs, l'invention n'est pas limitée à la gestion d'appels entre des utilisateurs rattachés à une même entreprise. Elle concerne tout type d'utilisateur, rattaché ou non à une entreprise. Enfin, l'invention n'est pas limitée aux seuls utilisateurs équipés de trois terminaux de communication de type différents. Elle concerne tout utilisateur équipé d'au moins un terminal de communication (mais il est clair que l'invention est d'autant plus utile que le nombre de terminaux associés à un même utilisateur est élevé).

L'invention propose un dispositif de gestion D, par exemple implanté dans un serveur d'appels (ou « call server ») CS du réseau privé N, préférentiellement équipé d'une passerelle d'accès (ou « gateway ») GW chargée de négocier des connexions selon un protocole de communication tel que, par exemple, SIP (pour « Session Initiation Protocol »).

Le dispositif de gestion D comprend une mémoire M dans laquelle se trouve stockée une table de correspondance entre au moins des identifiants d'utilisateurs et des listes d'au moins un identifiant de terminal de communication. Un identifiant d'utilisateur est constitué de données représentatives, par exemple, d'un nom ou d'un code alphanumérique. Par ailleurs, la liste associée à un utilisateur comprend les identifiants de

communication de chacun de ses terminaux de communication. Un identifiant de terminal est par exemple un numéro de téléphone ou une adresse IP.

Le dispositif de gestion D comprend également un module de traitement PM chargé, chaque fois qu'il reçoit une demande d'appel d'un 5 utilisateur Uj (appelé) par un utilisateur Ui (appelant), d'accéder à la mémoire M pour en extraire les deux listes d'identifiants de terminaux qui sont associées aux identifiants des utilisateurs appelant Ui et appelé Uj. Une fois ces deux listes extraites, le module de traitement PM tente de déterminer parmi celles-ci, en fonction d'au moins un critère de disponibilité, un terminal 10 d'appelant et un terminal d'appelé susceptibles d'établir entre eux une communication pouvant satisfaire à la demande de l'utilisateur appelant Ui.

La demande d'appel peut être effectuée par l'utilisateur appelant Ui par n'importe quel moyen, comme par exemple par commande vocale ou sélection d'un menu sur l'un de ses terminaux répertoriés ou sur une borne 15 interactive implantée dans son entreprise, puis par fourniture du nom de l'utilisateur appelé Uj (ou de son identifiant) par la voix, ou par saisie, ou encore par sélection dans un répertoire. Dans les cas précités, le terminal de l'utilisateur ou la borne interactive connaît l'identifiant de communication du serveur d'appels CS dans lequel est implanté le dispositif D, de sorte qu'il 20 peut établir automatiquement la liaison avec ce dernier. Mais, on peut également envisager que l'utilisateur appelant Ui compose lui-même l'identifiant de communication du serveur d'appels CS dans lequel est implanté le dispositif D, par exemple avec l'un de ses terminaux ou avec n'importe quel autre terminal de communication, puis communique audit 25 dispositif D son propre identifiant d'utilisateur et l'identifiant de l'utilisateur à appeler, soit par saisie, soit par commande vocale.

Plusieurs critères de disponibilité peuvent être utilisés, soit séparément, soit en combinaison. Parmi ces critères de disponibilité, on peut notamment citer la disponibilité des terminaux ou la disponibilité des 30 ressources d'au moins l'un des réseaux de communications au sein desquels doit s'effectuer la communication satisfaisant à la demande de l'utilisateur appelant Ui, ou encore la disponibilité de ressources mémoire du terminal de l'appelant et/ou du terminal de l'appelé. D'autres critères de disponibilité

peuvent être également envisagés, comme par exemple le temps de calcul nécessaire (CPU) ou l'autorisation d'échanger un type de données conformément à une politique de sécurité mise en œuvre par un pare-feu (ou « firewall »).

5 Lorsque le module de traitement PM effectue sa détermination en fonction (notamment) de l'état de disponibilité des terminaux de communication contenus dans les listes associées aux utilisateurs appelant U_i et appelé U_j , il est préférable que lesdits états de disponibilité soient stockés dans la mémoire M en correspondance des identifiants de terminal. Mais cela 10 n'est pas une obligation. Le module de traitement PM peut en effet être agencé de manière à déterminer ces informations d'état au sein du réseau privé N.

15 Lorsque le module de traitement PM effectue sa détermination en fonction (notamment) de l'état de disponibilité des ressources des réseaux, il est préférable qu'il détermine ces informations d'état au sein des réseaux concernés. Mais cela n'est pas une obligation. On peut en effet envisager que la table de correspondance, stockée dans la mémoire M, contienne à chaque instant l'état de disponibilité des ressources des principaux réseaux de 20 communications utilisés par les terminaux des utilisateurs dont les identifiants sont contenus dans ladite table.

25 Préférentiellement, le module de traitement PM détermine à la fois les terminaux d'appelant et d'appelé, mais également le médium de communication (ou le CODEC (COdeur/DECodeur) ou encore le « bearer ») qui est le mieux adapté à ces terminaux d'appelant et d'appelé, en privilégiant avantageusement, lorsque cela est possible, celui qui permet de transmettre le plus grand nombre de types différents de données.

30 Par exemple, une communication dédiée à l'échange de données peut être supportée par un réseau de téléphonie mobile de type GSM classique, présentant un « bearer data » à 9600 bauds, mais elle peut être également supportée par le même réseau GSM lorsqu'il présente un bearer GPRS à des vitesses supérieures.

On entend ici par « médium » un support de communication, ou un CODEC, ou encore un bearer, adapté à la transmission audio (ou voix) et/ou

vidéo (ou images fixes ou animées) et/ou de données (textuelles ou de messagerie, par exemple). On entend également par « médium » le réseau de transport emprunté, comme par exemple TCP/IP ou UDP/IP sur Internet, GSM pour la voix et les données (data), GSM/GPRS en mode paquet TCP ou 5 UDP, et TETRA.

Il est important de comprendre que l'objet de l'invention n'est pas de permettre la détermination des terminaux qui vont satisfaire à une demande de transmission de données d'un type choisi (par exemple vidéo), mais de permettre la détermination à un instant donné des terminaux d'appelant et 10 d'appelé, ainsi que de préférence d'un médium de communication, qui vont permettre à un appelant de joindre en direct un appelé, indépendamment du type de données à transmettre. En d'autres termes le dispositif D selon l'invention est chargé de déterminer s'il est possible d'établir une liaison entre deux terminaux d'utilisateurs, et dans l'affirmative de déterminer le médium de 15 communication qui permettra de transmettre le plus de types différents de données entre ces deux terminaux.

Le module de traitement PM peut être agencé de manière à effectuer sa détermination en fonction d'un ou plusieurs autres critères que le ou les critères de disponibilité précités. Parmi ces critères additionnels (ou 20 auxiliaires), on peut notamment citer l'accessibilité des utilisateurs appelant et/ou appelé, la préférence d'utilisation de terminal par un utilisateur, la politique d'utilisation de terminaux et/ou de média par une entreprise, le niveau de qualité de communication, le niveau hiérarchique de l'utilisateur 25 appelant et/ou de l'utilisateur appelé au sein d'une entreprise, l'information de localisation géographique de l'utilisateur appelant et/ou de l'utilisateur appelé, et la sécurité de la communication.

Lorsque le module de traitement PM tient compte de l'accessibilité des utilisateurs appelant et/ou appelé pour effectuer sa détermination, il est préférable que la table de correspondance contienne l'état d'accessibilité des 30 utilisateurs dont les identifiants sont stockés dans la mémoire M. Mais cela n'est pas une obligation. Le module de traitement PM peut en effet être agencé de manière à déterminer ces informations d'état au sein du réseau privé N. On entend ici par « état d'accessibilité » la possibilité ou l'impossibilité

de joindre un utilisateur (appelant ou appelé) à l'aide de l'un au moins de ses terminaux de communication. On peut en effet envisager qu'un utilisateur ne souhaite pas être appelé sur l'un de ses terminaux lorsqu'il se trouve en un lieu particulier. Par exemple, un utilisateur U_i ne veut pas être appelé sur son 5 téléphone mobile T_{Mi} lorsqu'il se trouve dans une salle d'attente ou de spectacle, ou dans un moyen de locomotion. Dans ce cas, le réseau privé N met à la disposition de ses utilisateurs un service leur permettant de signaler le ou les terminaux avec lesquels ils veulent bien être appelés ou qu'ils veulent bien utiliser à un instant donné.

10 Lorsque le module de traitement PM tient compte de la préférence d'utilisation d'un terminal par un utilisateur pour effectuer sa détermination, il est préférable que la table de correspondance contienne les informations de préférence d'utilisation des utilisateurs dont les identifiants sont stockés dans la mémoire M . Mais cela n'est pas une obligation. Le module de traitement 15 PM peut en effet être agencé de manière à déterminer ces informations d'état au sein du réseau privé N . On peut en effet envisager qu'un utilisateur préfère être appelé sur, ou appeler avec, l'un de ses terminaux. Dans ce cas, le réseau privé N met à la disposition de ses utilisateurs un service leur permettant de signaler le ou les terminaux avec lesquels ils préfèrent être 20 appelés ou qu'ils préfèrent utiliser. Mais, cette information de préférence peut également résulter d'une analyse statistique de l'utilisation des terminaux de types différents par les différents utilisateurs du réseau privé N . Dans ce cas, cette information statistique est préférentiellement déterminée et fournie par le réseau privé N .

25 Lorsque le module de traitement PM tient compte de la politique d'utilisation de terminaux et/ou de média par une entreprise, il est préférable qu'il détermine les données d'information représentatives de la politique d'utilisation de l'entreprise dans le réseau privé N de cette entreprise. Mais cela n'est pas une obligation. On peut en effet envisager que la table de 30 correspondance, stockée dans la mémoire M , contienne les données définissant la politique d'utilisation de l'entreprise. On entend ici par « politique d'utilisation d'entreprise » des règles définissant, par exemple, des niveaux de priorité d'utilisation des terminaux en fonction de leur type, et/ou des niveaux

de priorité. d'utilisation des média de communication en fonction de leur type. Cette politique d'utilisation peut éventuellement dépendre du lieu où se trouve un utilisateur appelant ou appelé. On peut en effet envisager qu'une entreprise privilégie la communication par téléphone mobile TMi lorsque 5 l'utilisateur est à l'extérieur de ladite entreprise et/ou privilégie la communication par téléphone fixe TFi lorsque l'utilisateur est au sein de ladite entreprise.

Lorsque le module de traitement PM tient compte des niveaux de qualité associés aux utilisateurs appelant et/ou appelé, il est préférable que la 10 table de correspondance contienne les données d'informations représentatives desdits niveaux de qualité associés aux utilisateurs dont les identifiants sont stockés dans la mémoire M. Mais cela n'est pas une obligation. Le module de traitement PM peut en effet être agencé de manière à déterminer ces informations de niveau de qualité au sein du réseau privé N. 15 On peut en effet envisager que les utilisateurs rattachés à une entreprise bénéficient de niveaux de qualité différents selon la fonction qu'ils occupent.

Lorsque le module de traitement PM tient compte des niveaux hiérarchiques associés aux utilisateurs appelant et/ou appelé, il est préférable que la table de correspondance contienne les données d'informations 20 représentatives desdits niveaux hiérarchiques associés aux utilisateurs dont les identifiants sont stockés dans la mémoire M. Mais cela n'est pas une obligation. Le module de traitement PM peut en effet être agencé de manière à déterminer ces informations de niveau hiérarchique au sein du réseau privé N. On peut en effet envisager que les utilisateurs rattachés à une entreprise 25 bénéficient de niveaux de qualité différents et/ou d'accès à certains média de communication selon leur niveau hiérarchique au sein de l'entreprise.

Lorsque le module de traitement PM tient compte de la localisation géographique des utilisateurs appelant et/ou appelé, et de la topologie du réseau privé N (et/ou des autres réseaux de communications auxquels il est 30 raccordé), il est préférable que la table de correspondance contienne les données d'informations représentatives desdites localisation géographiques des utilisateurs dont les identifiants sont stockés dans la mémoire M. Mais cela n'est pas une obligation. Le module de traitement PM peut en effet être

agencé de manière à déterminer ces informations de localisation géographique au sein du réseau privé N et/ou des autres réseaux de communications. On peut en effet envisager, comme indiqué précédemment, que le médium autorisé par l'entreprise dépende de la localisation géographique de l'utilisateur appelant et/ou appelé par rapport au réseau privé N.

Lorsque le module de traitement PM tient compte de la sécurité de la communication; il est préférable qu'il détermine les données représentatives de la sécurité au sein du réseau privé N et/ou des autres réseaux concernés.

10 Mais cela n'est pas une obligation. On peut en effet envisager que la table de correspondance, stockée dans la mémoire M, contienne les données définissant la sécurité. Par exemple, un terminal de communication peut être autorisé à établir des communications en intranet au sein de l'entreprise, mais il peut ne pas être autorisé à établir ce type de communication lorsqu'il est à 15 l'extérieur de l'entreprise et qu'il est raccordé à Internet via son réseau de téléphonie mobile, du fait de la politique de sécurité de l'entreprise.

Le module de traitement PM peut être également agencé de manière à transmettre à l'utilisateur appelant Ui des données représentatives du médium déterminé pour la communication. Ainsi, l'utilisateur appelant Ui peut 20 décider de renoncer à son appel si le médium proposé par le dispositif D n'est pas en mesure de supporter le type de données qu'il souhaite transmettre à l'utilisateur appelé Uj. Dans ce cas, l'utilisateur appelant Ui interrompt la communication établie avec le dispositif D, ou bien lui indique qu'il ne donne pas suite à sa demande d'appel. En revanche, lorsque le médium proposé 25 par le dispositif D est en mesure de supporter le type de données que l'utilisateur appelant Ui souhaite transmettre à l'utilisateur appelé Uj, ledit utilisateur appelant Ui peut signaler au dispositif D qu'il accepte sa proposition et qu'il l'autorise à ordonner l'établissement de la communication qu'il vient de lui proposer. L'autorisation peut également provenir de l'utilisateur appelé Uj.

30 Mais dans ce cas, cet utilisateur Uj doit recevoir du module de traitement PM les données représentatives du médium déterminé pour la communication. On peut également envisager une double autorisation provenant des deux utilisateurs Ui et Uj.

En variante, le module de traitement PM peut être agencé de manière à ordonner automatiquement l'établissement de chaque communication qu'il définit entre les terminaux d'appelant et d'appelé.

5 L'ordre d'établissement de la communication définie est adressé, ici, par le module de traitement PM à la passerelle d'accès GW du serveur d'appels CS. Il contient notamment les identifiants de communication des terminaux de l'appelant et de l'appelé qu'il a déterminé, et le médium de communication qu'il a choisi. L'envoi de cet ordre met fin à l'intervention du dispositif de gestion D.

10 Par exemple, dans l'exemple illustré sur l'unique figure, le module de traitement PM a décidé d'établir une communication audio entre le téléphone mobile TM1 de l'appelant U1 et le téléphone/télécopieur fixe TF2 de l'appelé, compte tenu de l'ensemble des critères utilisés.

15 A réception de l'ordre d'établissement de communication, la passerelle d'accès GW établit, par exemple, une première liaison L1 avec le téléphone mobile TM1 de l'appelant et une seconde liaison L2 avec le téléphone/télécopieur fixe TF2 de l'appelé, afin de négocier avec ces deux terminaux TM1 et TF2, selon le protocole SIP, l'établissement d'une communication sur une liaison L3. Bien entendu, d'autres méthodes 20 d'établissement de communication peuvent être envisagées. Dans l'exemple illustré, l'utilisateur appelant U1 est à l'extérieur de son bureau B1, de sorte que la liaison L3 s'effectue via le réseau de téléphonie mobile, le réseau de téléphonie commuté et le réseau privé N, mais sans passer par le serveur d'appels CS.

25 Une fois la négociation terminée, les deux terminaux TM1 et TF2 sont, par exemple, appelés sur la liaison L3 de manière à avertir leurs utilisateurs respectifs. Si la communication est effectivement établie cela met fin à l'intervention de la passerelle d'accès GW.

30 En revanche si la communication ne peut être établie, par exemple par ce que l'un des utilisateurs ne décroche pas, il est préférable que la passerelle d'accès GW le signale au dispositif de gestion D. Dans cette situation, deux modes de fonctionnement peuvent être envisagés.

Dans un premier mode de fonctionnement, le module de traitement

PM adresse un message d'échec de communication au terminal (ou à la borne) avec lequel (laquelle) l'utilisateur appelant Ui a effectué sa demande d'appel.

Dans un second mode de fonctionnement, le module de traitement
5 PM effectue une nouvelle détermination et communique un nouvel ordre à la passerelle d'accès GW. En variante, on peut envisager que le module de traitement PM soit agencé de manière à déterminer pour chaque demande d'appel une solution principale et une solution de repli, de sorte qu'en cas d'échec de la communication définie par la solution principale il transmette
10 immédiatement à la passerelle GW les caractéristiques définissant la solution de repli. Une telle solution de repli peut être radicalement différente de la solution principale, tant pour ce qui concerne les terminaux de l'appelant et/ou de l'appelé que pour ce qui concerne le médium de communication.

Le dispositif de gestion D selon l'invention, et notamment son module
15 de traitement PM, peuvent être réalisés sous la forme de circuits électroniques, de modules logiciels (ou informatiques), ou d'une combinaison de circuits et de logiciels.

L'invention ne se limite pas aux modes de réalisation de dispositif de gestion et de serveur d'appels décrits ci-avant, seulement à titre d'exemple,
20 mais elle englobe toutes les variantes que pourra envisager l'homme de l'art dans le cadre des revendications ci-après.

Ainsi, on a décrit un exemple de réalisation dans lequel le dispositif de gestion selon l'invention était implanté dans un serveur d'appels d'un réseau de communications privé. Mais, ce dispositif de gestion pourrait être implanté en d'autres endroits d'un réseau de communications, comme par exemple dans un serveur d'un réseau de communications public géré par un opérateur (dans ce cas, les terminaux sont raccordés au serveur, directement ou indirectement (via un routeur), et l'opérateur gère le service d'établissement de communication, offert par l'invention, pour le compte de
25 particuliers ou d'entreprises).

REVENDICATIONS

1. Dispositif (D) de gestion de communications entre des terminaux de communication (TMi,TFi,PCI), caractérisé en ce qu'il comprend une mémoire (M) propre à stocker des identifiants d'utilisateurs en correspondance de listes d'au moins un identifiant de terminal de communication, et des moyens de traitement (PM) agencés, à réception d'une demande d'appel d'un utilisateur dit appelé (Uj) par un utilisateur dit appelant (Ui), pour accéder à ladite mémoire (M) pour extraire les listes d'identifiants de terminaux associées aux identifiants desdits utilisateurs appelant (Ui) et appelé (Uj), puis pour déterminer dans ces listes extraites un terminal d'appelant et un terminal d'appelé propres à établir entre eux une communication satisfaisant à ladite demande d'appel, en fonction d'au moins un critère de disponibilité.
2. Dispositif selon la revendication 1, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont agencés pour déterminer lesdits terminaux d'appelant et d'appelé ainsi qu'un médium de communication adapté auxdits terminaux d'appelant et d'appelé.
3. Dispositif selon la revendication 2, caractérisé en ce que ledit médium déterminé est celui capable d'assurer la transmission du plus grand nombre de types différents de données.
4. Dispositif selon l'une des revendications 1 à 3, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à effectuer leur détermination en fonction de l'état de disponibilité des terminaux d'appelant et d'appelé.
5. Dispositif selon la revendication 4, caractérisé en ce que ladite mémoire (M) est propre à stocker lesdits identifiants de terminal de communication (TMi,TFi,PCI) en correspondance de leur état de disponibilité.
6. Dispositif selon l'une des revendications 1 à 5, caractérisé en ce que, la communication satisfaisant à ladite demande devant s'effectuer via au moins un réseau de communications (N) présentant un état de disponibilité de ressources, lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à effectuer leur détermination en fonction de l'état de disponibilité des ressources dudit réseau de communications (N).
7. Dispositif selon l'une des revendications 1 à 6, caractérisé en ce que

lesdits moyens de traitement (PM) sont agencés pour effectuer leur détermination en fonction d'au moins un autre critère, dit auxiliaire.

8. Dispositif selon la revendication 7, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à effectuer leur détermination en fonction d'états d'accessibilité des utilisateurs, ladite accessibilité constituant un critère auxiliaire.

9. Dispositif selon la revendication 8, caractérisé en ce que ladite mémoire (M) est propre à stocker lesdits identifiants d'utilisateur en correspondance de leur état d'accessibilité.

10 10. Dispositif selon l'une des revendications 7 à 9, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à effectuer leur détermination en fonction de préférences d'utilisation de terminal des utilisateurs appelant et/ou appelé, ladite préférence d'utilisation constituant un critère auxiliaire.

11. Dispositif selon la revendication 10, caractérisé en ce que ladite mémoire (M) est propre à stocker lesdits identifiants d'utilisateur en correspondance d'une préférence d'utilisation de terminal.

12. Dispositif selon l'une des revendications 7 à 11, caractérisé en ce que, l'un au moins desdits utilisateurs étant rattaché à une entreprise ayant défini une politique d'utilisation de terminaux et/ou de média, lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à effectuer leur détermination en fonction de ladite politique d'utilisation, ladite politique d'utilisation constituant un critère auxiliaire.

13. Dispositif selon l'une des revendications 7 à 12, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à effectuer leur détermination en fonction d'informations de niveau de qualité associées aux utilisateurs appelant et/ou appelé, ladite information de niveau de qualité constituant un critère auxiliaire.

14. Dispositif selon la revendication 13, caractérisé en ce que ladite mémoire (M) est propre à stocker lesdits identifiants d'utilisateur en correspondance d'une information représentative d'un niveau de qualité de communication.

15. Dispositif selon l'une des revendications 7 à 14, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à effectuer leur

détermination en fonction d'informations de niveau hiérarchique des utilisateurs appelant et/ou appelé au sein d'une entreprise, ladite information de niveau hiérarchique constituant un critère auxiliaire.

16. Dispositif selon la revendication 15, caractérisé en ce que ladite mémoire (M) est propre à stocker lesdits identifiants d'utilisateur en correspondance d'une information représentative d'un niveau hiérarchique au sein de l'entreprise.

17. Dispositif selon l'une des revendications 7 à 16, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à effectuer leur détermination en fonction d'informations de localisation géographique des utilisateurs appelant et/ou appelé et de la topologie d'au moins un réseau de communications dans lequel doit s'effectuer ladite communication, ladite localisation géographique constituant un critère auxiliaire.

18. Dispositif selon la revendication 17, caractérisé en ce que ladite mémoire (M) est propre à stocker lesdits identifiants d'utilisateur en correspondance d'une information de localisation géographique.

19. Dispositif selon l'une des revendications 7 à 18, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à effectuer leur détermination en fonction d'informations de disponibilité de moyens de connexion d'au moins un réseau de communications dans lequel doit s'effectuer ladite communication, ladite disponibilité des moyens de connexion constituant un critère auxiliaire.

20. Dispositif selon l'une des revendications 1 à 19, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont agencés pour transmettre audit utilisateur appelant (Ui) des données représentatives du médium déterminé pour ladite communication.

21. Dispositif selon l'une des revendications 1 à 20, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont propres, après détermination desdits terminaux d'appelant et d'appelé, à ordonner l'établissement de la communication entre lesdits terminaux d'appelant et d'appelé.

22. Dispositif selon la revendication 21, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont agencés pour ordonner ledit établissement de façon automatique.

23. Dispositif selon la revendication 21, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont agencés pour ordonner ledit établissement en cas de réception d'une autorisation dudit utilisateur appelant (Ui) et/ou dudit utilisateur appelé (Uj).

5 24. Dispositif selon l'une des revendications 21 à 23, caractérisé en ce que lesdits moyens de traitement (PM) sont propres à déterminer un autre terminal d'appelant et/ou un autre terminal d'appelé, propres à établir entre eux une autre communication satisfaisant à ladite demande, et/ou un autre moyen de communication, en cas d'impossibilité d'établissement de ladite communication.

10 25. Serveur d'appels (CS) pour un réseau de communications (N), caractérisé en ce qu'il comprend au moins un dispositif de gestion (D) selon l'une des revendications précédentes.

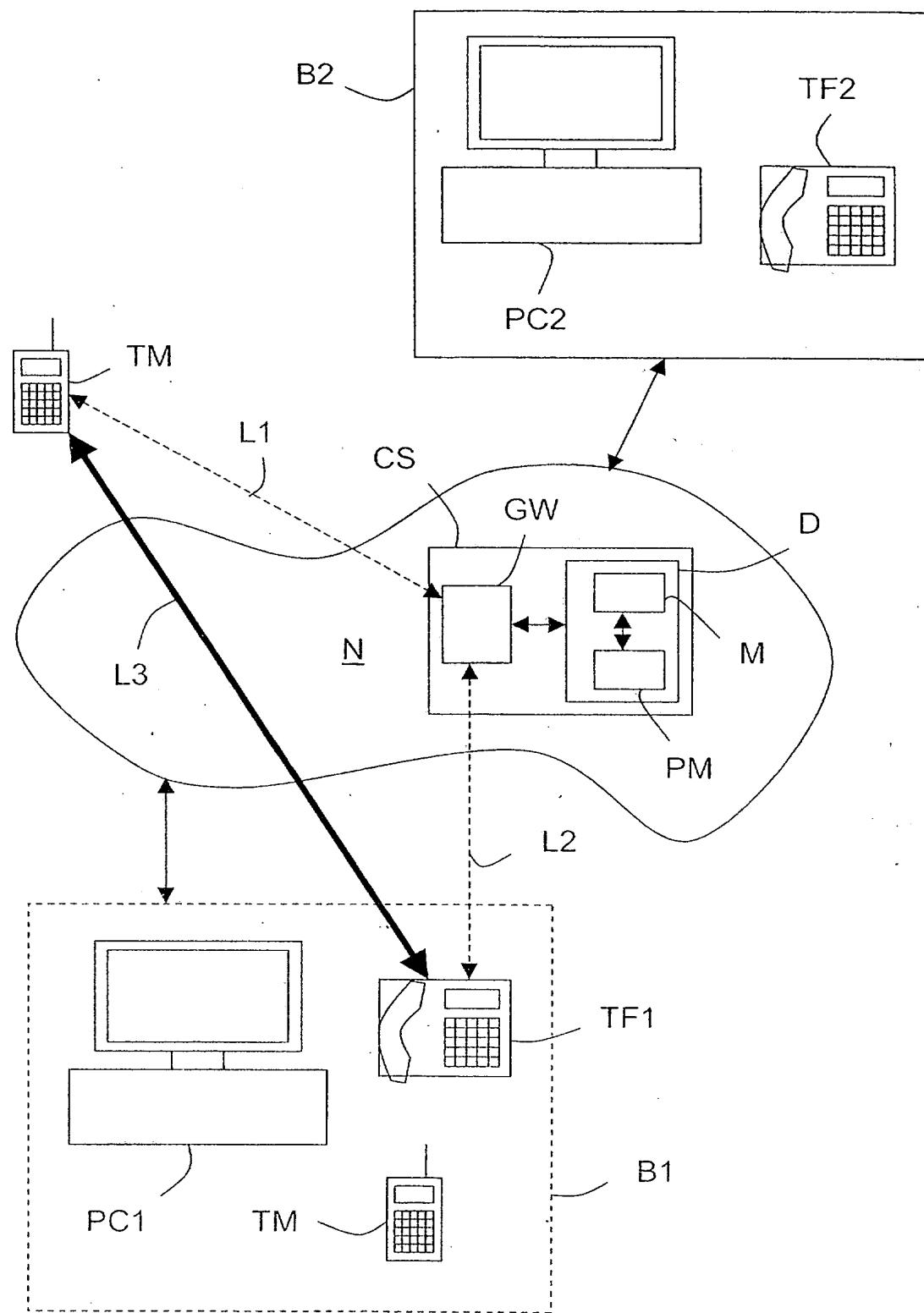


Figure unique

BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ

Code de la propriété intellectuelle - Livre VI

DÉPARTEMENT DES BREVETS

26 bis, rue de Saint Pétersbourg
75800 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 53 04 53 04 Télécopie : 01 42 93 59 30

DÉSIGNATION D'INVENTEUR(S) Page N° 1 / 1

(Si le demandeur n'est pas l'inventeur ou l'unique inventeur)

Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire

DB 113 W /26389

Vos références pour ce dossier (facultatif)	104929/ES/EEND/TPM	
N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL	03 022 64 5	
TITRE DE L'INVENTION (200 caractères ou espaces maximum)		
DISPOSITIF DE GESTION DE COMMUNICATIONS PAR SELECTION DE TERMINAUX ET DE MEDIUM DE COMMUNICATION		
LE(S) DEMANDEUR(S) :		
Société anonyme ALCATEL		
DÉSIGNE(NT) EN TANT QU'INVENTEUR(S) : (Indiquez en haut à droite «Page N° 1/1» S'il y a plus de trois inventeurs, utilisez un formulaire identique et numérotez chaque page en indiquant le nombre total de pages).		
Nom		PINAULT
Prénoms		Francis
Adresse	Rue	72, RUE DU GÉNÉRAL LECLERC
	Code postal et ville	92270 BOIS COLOMBES, FRANCE
Société d'appartenance (facultatif)		
Nom		
Prénoms		
Adresse	Rue	
	Code postal et ville	
Société d'appartenance (facultatif)		
Nom		
Prénoms		
Adresse	Rue	
	Code postal et ville	
Société d'appartenance (facultatif)		
DATE ET SIGNATURE(S) EDMOND SCIAUX DU MANDATAIRE (Nom et qualité du signataire)		21 février 2003 Edmond SCIAUX 